

PRÉPARONS LA PROCHAINE VAGUE DES LUTTES

Apathie de la classe ouvrière ou carence des organisations syndicales?

Tel est le thème des conversations entre travailleurs. « Les gars n'en ont pas encore assez bavé! » disent les uns, parmi lesquels il faut ranger beaucoup de militants communistes naguère activistes mais que, peu à peu, le doute, le scepticisme, la fatigue ont gagné.

« Comment se fait-il qu'avec tout ce qui se passe les syndicats ne fassent rien? » disent les autres, parmi lesquels on peut classer ce délégué de Motobécane à la conférence nationale de l'automobile organisée par la C.G.T. les 1^{er} et 2 février 1958, en se faisant l'écho des réflexions des ouvriers de son usine. (Voir « V. T. » N° 77.)

Responsabilité de la classe ou responsabilité des directions ouvrières?

Nous n'insisterons pas trop sur le premier terme de cette alternative. La dernière grève, on peut dire héroïque, durant près de deux mois des travailleurs de chez Morane à Ossun n'est qu'une illustration de plus de cette combativité latente de la classe ouvrière française qui jalonne l'histoire des vingt dernières années. Il n'est pas un seul pays d'Europe où il y ait eu autant de combats ouvriers qu'en France au cours de cette période.

Certains éléments démoralisés — et ils sont d'ailleurs le produit objectif des échecs passés — peuvent conclure que c'est précisément pour cette raison, pour cette multitude des grèves négatives — que nous sommes arrivés au point de saturation, d'épuisement de la classe. Encore faudrait-il le démontrer par des considérations moins subjectives et trouver une explication convaincante à l'exemple de ce mois d'octobre 1957: le 16: grève générale du gaz-électricité; le 17: échec de la journée du P.C.F. contre la guerre d'Algérie; le 25: de nouveau grève de centaines de milliers de travailleurs du bâtiment, de la métallurgie, des transports, etc... Quoi qu'il en soit, et la situation dans le mouvement ouvrier serait-elle cent fois pire, il n'en reste pas moins que les ouvriers, les militants révolutionnaires, les cadres de la classe doivent pouvoir trouver dans la politique de leurs dirigeants, les explications, les réponses à leurs difficultés, des perspectives, une orientation et un programme, indispensables à un militantisme actif.

CE QUE FONT LES DIRECTIONS SYNDICALES...

Face aux exigences de la situation que trouvent les ouvriers? F.O. et C.F.T.C., ensemble ou alternativement, font les antichambres à Matignon et ailleurs implorent les pouvoirs publics de « réformer les structures » et, ulcérées de leur impuissance, regrettent « l'inconscience des capitalistes » qui, en France, sont les « plus rétrogrades du monde » si l'on en croit l'inénarrable Guy Mollet. Le Parti socialiste occupe des fauteuils ministériels et tient solidement les avant-postes du colonialisme face à la montée révolutionnaire des peuples opprimés. Le P.C.F. mobilise ses parlementaires pour le compromis à gauche et délègue à la C.G.T. le soin de s'occuper des revendications. Celle-ci déverse l'optimisme à plein flot. L'unité se développe, paraît-il, à tous les échelons et de prochaines grandes luttes se préparent, etc... De temps à autre une lettre aux confédérations F.O. et C.F.T.C. leur rappelle qu'avec l'unité, la classe ouvrière est invincible.

Entre temps, le niveau de vie de la classe ouvrière s'est abaissé brutalement (plus de 10 % au cours des derniers mois sur le coût de la vie et plus de 25 % depuis 1955, dit la C.G.T.); les patrons ont jeté à la rue 1.500 travailleurs de l'aéronautique et licencié des militants ou délégués ouvriers, principalement de la C.G.T., dans une multitude d'usines. « Cela ne peut plus du-

rer », « ça va finir par casser », disent les ouvriers. Et sous l'immobilisme apparent de la classe ouvrière, la colère grandit et se prépare la prochaine vague.

Présentement, l'activité syndicale est plutôt morne. Les débats larges sur l'unité prévus par le C.C.N. de la C.G.T. en janvier n'ont guère connu de réalisations et la presse syndicale s'est faite très discrète à ce propos.

Par contre, la C.G.T. a organisé ces dernières semaines un certain nombre de conférences nationales (aéronautique, automobile, cycle et moto-cyclo, femmes travailleuses...) qui présentent un intérêt notable.

En soi, la tenue de telles conférences dans la période actuelle correspond à un besoin évident des militants ouvriers avides de connaître la situation réelle, de confronter leurs expériences, d'élargir leur horizon. Mais en fait, leur organisation bureaucratique en limite considérablement la portée. Ainsi, à la conférence de l'automobile on ne vit guère qu'un maximum de 120 délégués pour une industrie qui occupe plusieurs centaines de milliers d'ouvriers.

De plus, mise à part celle des femmes travailleuses ces conférences n'ont bénéficié que d'une publicité très discrète et les interventions marquantes de délégués d'usines ont été passées complètement sous silence. « L'Humanité » s'est contentée de résumer le rapport de Beaumont et les conclusions de Breteau, tous deux secrétaires de la Fédération des Métaux.

...ET CE QUE VEULENT LES OUVRIERS

Et pourtant, quels enseignements malgré tout, ne peut-on tirer de ces débats? Par exemple, à la conférence de l'automobile, toutes les interventions constituèrent une critique, un désaveu implicite du bilan, de l'orientation, de la politique de la direction. Les délégués constatent en vrac: l'unité avec F.O. ne s'est pas renforcée, au contraire (Chausson, Renault, Berliet, Peugeot, etc...); le recrutement ne va pas fort — les ouvriers demandent: « A quoi ça sert de se syndiquer », dira le délégué de Panhard —; les débrayages tournants ont été un échec (Chausson-Motobécane); la politique des « accords Renault » pratiquée par les patrons est une source perpétuelle de division, de chantage, de menaces contre le droit de grève et l'on ne sait pas trop comment s'y opposer (Peugeot); les ouvriers veulent un mouvement d'ensemble généralisé (Motobécane-Zénith).

Nous nous sommes déjà faits l'écho de l'intervention du délégué de Motobécane dans notre numéro précédent. Ajoutons que ce délégué s'est également prononcé pour des manifestations dans la rue « tous ensemble » à l'action contre la bourgeoisie » en lançant à la conférence: « D'accord pour s'unir de la base au sommet mais agir avant qu'il ne soit trop tard pour au moins 30 % d'augmentation des salaires... où la baisse du coût de la vie, contre les heures supplémentaires; il faut faire échec aux patrons qui veulent démolir la C.G.T. »

Les ouvriers veulent engager des actions importantes pour des revendications générales, communes à toutes les professions. La lutte contre la hausse du coût de la vie par une véritable échelle mobile des salaires, contre le chômage, les licenciements et pour la suppression des heures supplémentaires, en un mot une plate-forme d'ensemble à un niveau qui commande la lutte sur la plus grande échelle. C'est l'écho de cette conférence, c'est l'écho des usines et chantiers. Chaque fois que les ouvriers ont la parole, c'est ce qu'ils font entendre, mais cela n'empêche pas « l'Humanité » de rendre compte des travaux de la conférence de l'automobile de façon très anodine, très discrète: « Il a été admis qu'il y avait évidemment (sic) des luttes générales à mener pour

les salaires, contre les cadences excessives entre autres (sic) mais qu'il fallait tenir le plus grand compte des situations particulières (sic)... »

Ces situations particulières comme les revendications dotées du même qualificatif, où mènent-elles? Sur le terrain du patron. Toutes les miettes que les patrons jettent aux travailleurs pour obtenir la « paix sociale » se transforment en victoire de l'action unie. Le meilleur exemple en est donné par cette institution de retraites complémentaires dans les usines des métaux que la C.G.T. prétend avoir arraché aux patrons (« Huma », 15 février 1958, commentaire sur le nouvel accord dans la métallurgie parisienne). Citons à ce propos un extrait des travaux de la commission sociale du C.N.P.F. le 14 janvier 58: « ...Nous pensons au contraire que dans le cadre d'une politique de contacts avec des organisations syndicales ouvrières par ailleurs de plus en plus conscientes des dangers de l'inflation, l'étude en commun du problème des retraites complémentaires a permis, à la fois, de trouver un nouveau plan de collaboration constructive et d'aborder dans une atmosphère plus favorable les problèmes posés par les revendications salariales... »

On pourrait multiplier les exemples de cette carence du programme de la C.G.T. dont nous avons déjà parlé lors du dernier Congrès confédéral.

Le SMIG va passer à 144 fr. 80 le 1^{er} mars, presque la revendication du congrès (146 fr.). Heureusement la C.G.T. revendique désormais 160 francs de l'heure. Cela en devient grotesque. C'est si vrai que le salaire mensuel qui sert à la C.G.T. pour évaluer la hausse du coût de la vie (le budget de la fonction publique) est de 39.097 fr. au 15 janvier 1958 et la C.G.T. réclame un SMIG à 27.680 fr. (160 fr. x 173). Cela n'empêche pas non plus l'Humanité, qui ne manque pas de pudeur, de dénoncer le nouvel accord de la métallurgie parisienne — à juste titre — qui fixe à 158 fr. pour le manœuvre et 162 fr. pour le manœuvre gros travaux le salaire horaire minimum dans les termes suivants: « ...Ces chiffres de loin inférieurs aux salaires réellement pratiqués (sic) visent en fin de compte à entériner la baisse du pouvoir d'achat des métallurgistes » (resic).

POUR ASSURER LA VICTOIRE

C'est vraiment donner des verges pour se faire fouetter. Mais les ouvriers n'y comprennent plus rien, les militants sont désarçonnés. Les unions syndicales des métaux C.G.T. qui dénoncent le niveau des salaires minimum contenus dans l'accord sus-mentionné ne formulent aucun salaire garanti en contrepartie. Que réclament-elles? L'augmentation des salaires comme d'autres bêlent après la paix.

Les ouvriers tireront des enseignements de ces conférences. Ils feront en sorte d'en faire de véritables assises ouvertes à tous les travailleurs et pas seulement à quelques représentants de syndicats C.G.T. Ils exigeront la démocratie la plus rigoureuse et en feront de véritables organismes d'unification des revendications, de coordination des luttes. Ils imposeront qu'elles se déroulent dans toutes les corporations. Tous les travaux en seront rendus publics, toutes les interventions publiées et mises en discussion. Ils y apprendront à rendre communs tous les cahiers de revendications, à unifier conventions collectives, avantages particuliers dans toutes les branches d'industrie et toutes les catégories de travailleurs sans se soucier des possibilités des patrons, ni des calculs et tergiversations des dirigeants manœuvriers.

Ils surmonteront ainsi la démoralisation, le découragement, les divisions artificielles; ils créeront ainsi les conditions les meilleures pour que la « prochaine vague » devienne leur victoire.

DUPARC.